



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCAN UT-67 CM

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ du 18 JUIL. 2014

portant autorisation d'exploiter au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement,  
à titre temporaire, une centrale d'enrobage à chaud par la société EUROVIA Alsace Franche-Comté à  
WEYERSHEIM

Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU la demande présentée le 18 mars 2014 par la société EUROVIA Alsace Franche-Comté, dont le siège social est situé 84, rue de l'Oberharth, 68027 COLMAR CEDEX, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers sur le territoire de la commune de WEYERSHEIM, située à hauteur du lieu-dit « O RIED »,
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet,
- VU l'avis de l'autorité environnementale,
- VU la consultation publique, mise en œuvre en application de l'article L120-1-1 du Code de l'Environnement qui s'est déroulée du 12 mai 2014 au 26 mai 2014,
- VU le rapport du 11 juin 2014 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 16 juillet 2014,

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation et que les mesures imposées à l'exploitant, notamment :

- la gestion des déchets,
  - les dispositions relatives à la protection du sol et du sous-sol,
  - les dispositions relatives à la limitation des émissions à l'atmosphère,
  - les dispositions relatives à la prévention du risque inondation,
- sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, notamment la filtration des effluents, les capacités de rétention..., prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers,

CONSIDÉRANT que le caractère temporaire de l'installation est justifié par la fourniture de 22 000 tonnes d'enrobés bitumeux pendant une période maximale de 3 mois à partir du début du mois d'août 2014 (chantier prévu à compter de la semaine 32) et que les délais de fourniture de ces enrobés sont incompatibles avec le déroulement d'une procédure d'enquête publique,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### I. GÉNÉRALITÉS

#### Article 1 – CHAMP D'APPLICATION

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société EUROVIA Alsace Franche-Comté, dont le siège social est situé 84, rue de l'Oberharth, 68027 COLMAR CEDEX, est autorisée à exploiter temporairement une centrale d'enrobage à chaud, au bitume, de matériaux routiers sur le territoire de la commune de WEYERSHEIM, à hauteur du lieu-dit « O RIED », sur le site de la gravière de WEYERSHEIM.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

| Rubrique concernée |   | Activité correspondante dans l'établissement  | Régime |
|--------------------|---|---|--------|
| 2521-1             | Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers<br>1. A chaud   | Poste d'enrobage mobile continu, TRF 400 M d'une capacité nominale 233 t/h à 5 % d'humidité des granulats et 160°C d'élévation des matériaux équipé d'un brûleur au fioul lourd TBTS d'une puissance 19,9 MW (séchage des agrégats).(1) | A      |
| 1520-2             | Dépôt aérien de matières bitumineuses fluides, la quantité emmagasinée étant :<br>2. Supérieure à 50 t, mais inférieure à 500 t | 2 cuves horizontales compartimentées de stockage de bitume représentant une capacité totale de 170 t (1x110 m <sup>3</sup> et 1x60 m <sup>3</sup> )   | D      |

Régime : A = Autorisation, D ou DC = Déclaration

## **Article 2 – CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation du 18 mars 2014 en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité (IPS) des installations.

## **Article 3 – VALIDITE**

Le présent arrêté est délivré pour une durée de 3 mois, à compter de sa notification. L'autorisation temporaire est délivrée pour une capacité de production d'enrobés de 22 000 tonnes sur la période autorisée. Conformément à l'article R.512-37 du Code de l'Environnement, l'autorisation pourra être renouvelée une fois pour une durée identique sur demande de la société EUROVIA Alsace Franche-Comté.

## **Article 4 – ACCIDENT – INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **Article 5 – MODIFICATION – EXTENSION**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

## **Article 6 – MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION**

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée avant la date d'échéance du présent arrêté, l'exploitant devra en informer le Préfet.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

## **Article 7 – GÉNÉRALITÉS**

### **Article 7.1 – GÉNÉRALITÉS – Modalités générales de contrôle**

L'inspection des installations classées peut à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibration.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 7.2 – GÉNÉRALITÉS – Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.

## **Article 8 – AIR**

### **Article 8.1 – AIR – Principes généraux**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les conduits d'évacuation sont disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

La teneur en poussière de l'effluent gazeux est contrôlée en continue à l'aide d'un opacimètre permettant de détecter une éventuelle manche défectueuse. L'exploitant procède sans délai à son remplacement.

L'exploitant disposera en permanence de réserves de manches en quantité suffisante.

### **Article 8.2 – AIR – Conditions de rejet**

Les effluents gazeux sont rejetés par l'intermédiaire d'une cheminée dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires. Les émissaires suivants respectent en particulier les conditions suivantes :

|  |                           |
|--|---------------------------|
| Nature de l'installation                             | tambour sécheur           |
| Hauteur de la cheminée                               | 13 m                      |
| Diamètre au débouché (m) ou vitesse d'éjection (m/s) | > 8 m/s                   |
| Débit nominal  | 46 000 Nm <sup>3</sup> /h |

Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz humides).

### Article 8.3 – AIR – Prévention des envols de poussières et matières diverses

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. En particulier, les pistes de circulation seront matérialisées et fléchées. Elles seront arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

### Article 8.4 – AIR – Valeurs limites de rejet

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

| <i>Paramètres</i>   | <i>Concentration maximale<br/>mg/Nm<sup>3</sup></i> | <i>Flux horaire (kg/h)<br/>pour un débit de 82 000 Nm<sup>3</sup>/h sur gaz<br/>humide.</i> |
|---------------------|---|---|
| NOx                 | 500   | 41  |
| COV non méthaniques | 110   | 9   |
| poussières          | 50  | 4,1   |
| SO <sub>2</sub>     | 300   | 24  |
| Benzène             | 20  | 1,6   |

Les concentrations en polluants sont rapportées aux conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals). Les mesures se font sur gaz humides.

**Article 8.5 – AIR – Contrôle des rejets**

Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

| <i>Nature de l'installation /<br/>identification de l'émissaire</i> | <i>Paramètre</i>  | <i>Périodicité</i>   |
|---|---|--|
| tambour sécheur   | Poussières, SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , COV,<br>benzène,<br>(flux et concentration) | Dans les 15 jours suivant le démarrage de la centrale sur le site et en mode de fonctionnement pleine charge |

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques sont équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement d'échantillons destinés à l'analyse, dans des conditions conformes aux normes en vigueur.

**Article 8.6 – AIR – Odeurs**

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations, en provenance notamment des citernes de stockage de bitume, du tambour sécheur pendant la fabrication des enrobés, des enrobés eux-mêmes lors de leur stockage ou de leur manipulation. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

**Article 9 – EAU****Article 9.1 – EAU – Prélèvements et consommation**

Il n'est effectué aucun prélèvement d'eau sur le site.

**Article 9.2 – EAU – Prévention des pollutions accidentelles****9.2.1 – Sans objet****9.2.2 – EAU – Capacités de rétention**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Une attention particulière sera portée à la géomembrane en PEHD résistantes aux hydrocarbures, utilisée pour les rétentions des polluants du poste d'enrobage mobile. La surface mise sur rétention sera au minimum de 425 m<sup>2</sup> pour un volume de 510 m<sup>3</sup>. Elle sera notamment présente sous :

- le parc à liants qui contient les cuves de fuel et de bitume,
- la zone de dépotage des matières premières,
- le filtre à manche et le tambour sécheur/malaxeur.

Le groupe électrogène principal, la cuve GNR et le groupe de dosage en additifs sont placés sur des cuvettes de rétention associées.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, est interdit sous le niveau du sol.

### **9.2.3 – EAU – Aire de chargement -Transport interne**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont rendues étanches à l'aide d'une géomembrane recouverte d'une couche de graves non traités (GNT) dimensionnée pour supporter le poids des camions citernes.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

### **Article 9.3 – EAU – Conditions de rejet**

Tout rejet d'eau polluée est interdit.

#### **9.3.1 – EAU – Conditions de rejet des eaux industrielles**

Le site ne rejette pas d'eaux industrielles.

#### **9.3.2 – EAU – Conditions de rejet des eaux pluviales**

Les eaux pluviales présentes dans la rétention seront dirigées vers un bassin de décantation de 50 m<sup>3</sup> puis traitées par un décanteur séparateur d'hydrocarbures (DSH) avant rejet dans le milieu naturel (Canal de la Zorn).

Le dispositif DSH ou dispositif d'efficacité équivalente adaptés à la pluviométrie équipant les réseaux de collecte des eaux pluviales, susceptibles d'être pollués devra permettre de respecter les teneurs maximales suivantes :

|                               |                       |
|-------------------------------|-----------------------|
| Hydrocarbures totaux          | inférieure à 5 mg/l.  |
| Matières en suspension (MEST) | inférieure à 30 mg/l. |

En cas d'incendie ou de déversement accidentel, les eaux collectées dans le réseau confiné ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Pour cela, le DSH sera équipé d'un obturateur de façon à contenir les eaux avant un éventuel pompage.

L'exploitant contrôle périodiquement le bon fonctionnement du DSH, en relation avec l'activité du site et les éventuels incidents. L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, une analyse des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Rejet : eaux pluviales issues des aires de rétentions

| Situation du point de contrôle       | Paramètres                   | Fréquence    | Echantillon minimal        |
|--------------------------------------|------------------------------|--------------|----------------------------|
| Avant rejet au bassin de décantation | Hydrocarbures totaux<br>MEST | semestrielle | Echantillon ponctuel admis |

Un contrôle de la qualité des eaux pluviales issues des aires de rétentions sera effectué dans les 15 jours suivant la mise en service de l'installation.

### 9.3.3 – EAU – Conditions de rejet des eaux sanitaires

Le site ne dispose d'aucune installation sanitaire en propre. Les sanitaires de la gravière sont mises à disposition des employés.

## Article 10 – DÉCHETS

### Article 10.1 – DÉCHETS – Principes généraux

L'exploitant s'attache à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organise la collecte et l'élimination de ses différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur, ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

### Article 10.2 – DÉCHETS – Collecte et stockage des déchets

L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, bois, cartons... non souillés doivent être valorisés ou être traités comme les déchets ménagers et assimilés,
- les déchets dangereux définis par le décret 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets qui doivent faire l'objet de traitement particulier, notamment les eaux pompées dans la cuvette de rétention des installations.

Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

### **Article 10.3 – DÉCHETS – Élimination des déchets**

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

Les sols des voies de circulation décapés en fin d'exploitation devront être recyclés pour des usages compatibles (sous-couches routières par exemple).

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-1-III du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R. 541-64 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-16 du code de l'environnement ainsi que l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminés par les PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations classées).

### **Article 10.4 – DÉCHETS – Contrôle des déchets**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées pendant la durée de l'exploitation. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés cinq ans.

### **Article 11 – SANS OBJET**

### **Article 12 – BRUIT ET VIBRATIONS**

#### **Article 12.1- BRUIT ET VIBRATIONS – Principes généraux**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

#### **Article 12.2 – BRUIT ET VIBRATIONS – Valeurs limites**

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

|   |  |   |
|---|--|---|
| <i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</i> | <i>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</i> | <i>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</i> |
| supérieur à 45 dB(A)  | 5 dB(A)  | 3 dB(A)   |

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

|  |   |  |
|--|---|--|
| <i>Niveau sonore limite admissible</i> | <i>Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)</i> | <i>Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</i> |
| En limite de l'établissement           | 70 dB(A)  | 60 dB(A)   |

### Article 12.3 – BRUIT ET VIBRATIONS – Contrôles

L'inspection des installations classées peut à tout moment, éventuellement de façon inopinée, demander à l'exploitant de réaliser ou faire réaliser un contrôle de la situation acoustique générée par l'installation.

Le contrôle sera effectué par un organisme qualifié, indépendant de l'exploitation.

### Article 13 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement est assurée, soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'exploitant établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.

L'établissement dispose d'un éclairage nocturne de sécurité sur l'ensemble du site.

### Article 14 – DÉFINITION DES ZONES DE DANGER

L'exploitant détermine les zones de risque incendie et de risque explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Ces risques sont signalés sur le site aux abords des zones concernées.

### Article 15 – CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'INSTALLATION

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

### **Article 15.1 – Sans objet**

### **Article 15.2 – CONCEPTION GÉNÉRALE – Règles de construction**

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare-flamme ...) adaptées aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement. Les dispositions de commande sont reportées près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Les salles de commande et de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements ou de mise en sécurité.

### **Article 15.3 – CONCEPTION GÉNÉRALE – Règles d'aménagement**

À l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

#### **Article 15.4 – CONCEPTION GÉNÉRALE – Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation**

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs,
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques,
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques,
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages, ...)

#### **Article 15.5 – Sans objet**

#### **Article 15.6 – CONCEPTION GÉNÉRALE – Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité**

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaires enregistrés en continu. Les appareils de mesure ou d'alarme des paramètres IPS figurent à la liste des équipements IPS.

Les équipements IPS sont de conception éprouvée. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité sont connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances sont alarmées, leur alimentation en électricité et en utilité sont secourues sauf parade de sécurité équivalente. L'exploitant détermine ceux des équipements devant disposer d'une alimentation permanente. Ils sont conçus pour être testés périodiquement, en tout ou partie, sauf impossibilité technique justifiée par des motifs de sécurité. Ils doivent résister aux agressions internes et externes.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites.

#### **Article 15.7 – CONCEPTION GÉNÉRALE – Règles d'exploitation et consignes**

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail.

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier, les installations présentant le plus de risques ont des consignes écrites, éventuellement affichées. Celles-ci comportent la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien.

Doivent notamment faire l'objet d'une consigne écrite de vérification périodique :

- le bon état des manches filtrantes (contrôle quotidien),
- le niveau d'eau dans le dispositif de rétention des installations (contrôle quotidien).

Ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.

Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie.

## **Article 16 – SÉCURITÉ INCENDIE**

### **Article 16.1 – SÉCURITÉ INCENDIE – Détection et alarme**

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un sinistre.

Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde, ...) ou à l'extérieur (société de gardiennage ...).

### **Article 16.2 – SÉCURITÉ INCENDIE – Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

- d'extincteurs mobiles adaptés au risque, répartis judicieusement dans les installations,
- d'une réserve de sable meuble et sec et de pelles.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.

### **Article 16.3 – SÉCURITÉ INCENDIE – Plan d'intervention**

L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :

- l'organisation,
- les effectifs affectés,
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,
- les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours...

## **Article 16.4 – SÉCURITÉ INCENDIE – Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité**

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", accessibles en toutes circonstances et sans risques pour l'opérateur. Ils sont classés "équipements importants pour la sécurité" (IPS) et soumis aux dispositions de l'article 15.6 du présent arrêté.

Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz...) sont convenablement repérés et facilement accessibles.

## **Article 17 – SANS OBJET**

## **Article 18 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'INSTALLATION**

### **Article 18.1 : Prévention du risque inondation**

L'installation sera uniquement formée par des remorques disposées sur roues ou sur béquilles. Chaque installation doit pouvoir être arrêtée rapidement, démontée et évacuée du site dans les meilleurs délais. Les installations seront orientées dans le sens de la crue afin de ne pas faire obstacle au bon écoulement des eaux en cas d'inondation.

Les éléments de la centrale d'enrobage mobile présentant un risque de pollution en cas d'inondation sont stockés au niveau du parc à liants (comprenant 2 cuves horizontales d'une capacité de stockage de 110 m<sup>3</sup> chacune). La zone d'implantation du parc à liants sera surélevée au moyen de remblai compacté. L'ensemble des cuves contenant des produits dangereux seront montés sur des berces pour les mettre hors eaux en cas de crue.

Dès le début de l'exploitation, le pétitionnaire assurera une surveillance sur le site « Vigicrues » du Service de Prévision des Crues Rhin-Sarre ([http://www.vigicrues.gouv.fr/niv\\_spc.php?idspc=3](http://www.vigicrues.gouv.fr/niv_spc.php?idspc=3)).

Dès que le niveau de vigilance établi pour le tronçon « Zorn – Zinsel » à partir de la station de Waltenheim atteint le niveau jaune, l'exploitant engage le processus de mise en sécurité des installations. Le délai de retrait des cuves constituant le parc à liants doit être exécuté sur une période n'excédant pas 10 heures. L'arrêt et la mise en sécurité de l'installation (consignations électriques et mécaniques) seront réalisés sans délais.

## **Article 19 – SANS OBJET**

## **Article 20 – PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de WEYERSHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

## **Article 21 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la société EUROVIA Alsace Franche-Comté.

## **Article 22 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 23 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

## Article 24 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'Inspection des Installations Classées, le Maire de WEYERSHEIM, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société EUROVIA AFC.

**LE PRÉFET,**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint



Jean-François COURET

### Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

